

J.I.1.1/29

*Le Président de la Confédération, G. Motta,  
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L manuscrite. Personnelle

Berne, 13 décembre 1937

J'ai reçu avant-hier votre lettre du 9 courant<sup>1</sup>. Je vous en remercie. Votre lettre ne m'a pas surpris.

L'article de la *Nouvelle Gazette de Zurich* m'avait vivement frappé. Je suis intervenu immédiatement, par l'intermédiaire de M. le docteur Charles Weber, rédacteur dudit journal pour Berne, afin que le rédacteur en chef cesse sa campagne dirigée contre vous. J'ai obtenu l'assurance que la *N.G.Z.* n'insistera pas. Les journaux socialistes se sont fait un plaisir particulier de tourner le couteau dans la plaie en cherchant à frapper aussi votre collègue de Rome.

Cette campagne est inique et je la déplore profondément. Je n'ai jamais eu à me plaindre de votre travail et je suis heureux de reconnaître que vous avez développé à un poste difficile un zèle, une conscience et une capacité de travail dignes d'éloge.

Mais je ne serais pas franc et loyal avec vous si je vous laissais ignorer que les autorités allemandes, auprès desquelles vous êtes accrédité, sont la cause principale du trouble qui s'est formé autour de vous<sup>2</sup>. Elles ont laissé percer assez clairement l'idée qu'elles désirent un changement. Je n'ai jamais pu savoir quels sont leurs vrais griefs. Ces griefs appartiennent probablement au

---

1. Cf. N° 161.

2. *Remarque de Motta en marge de cette phrase*: En relisant cette lettre j'ajoute la remarque que les autorités allemandes ne sont pour rien dans la campagne de presse.

domaine de l'impondérable et de l'insaisissable. Vous trouvent-elles trop intransigeant? Pensent-elles que vous ne comprenez pas assez le nouveau régime? Votre esprit est-il trop critique? Je ne sais pas. Je suis persuadé que les autorités allemandes auraient de la peine à justifier leurs sentiments à votre égard, mais le *fait* est là et je ne puis ni le cacher ni le détruire.

Je suis donc amené à vous dire, avec un serrement de cœur, que vous devez envisager votre départ de Berlin d'ici à un certain temps. J'ai pensé que le poste de Stockholm pourrait vous convenir et que c'est dans cette direction qu'il faudrait chercher la solution de la difficulté. Cela n'est cependant pas pour demain ou après-demain. Vous savez que le Conseil fédéral a nommé M. Etienne Lardy ministre à Ankara. Ce fait facilitera une décision éventuelle de M. Charles Lardy actuellement ministre dans les pays scandinaves. Le poste de Stockholm deviendrait libre et vous pourriez y être transféré. Ce poste est intéressant à plusieurs titres et ne devrait donc pas être écarté par vous.

Bien entendu, ce que je vous écris est strictement confidentiel et ne représente qu'une possibilité. Je ne pourrais pas, avec la meilleure volonté, vous faire une promesse formelle.

Vous devinez et vous sentez même, Monsieur le ministre, que je vous écris ces choses à contrecœur et non sans émotion. Mais j'ai préféré vous expliquer la situation *telle qu'elle est* en pensant qu'en définitive cela vaut beaucoup mieux pour vous-même.

Lorsque je vous ai vu, l'automne dernier, j'avais encore l'espoir que les nuages se seraient dissipés et j'ai donc cru qu'il était inutile de vous entretenir de questions si délicates et si pénibles. Aujourd'hui qu'une campagne de presse est née [?], j'ai estimé que je vous devais la vérité.

J'ose espérer que vous saurez supporter le coup qui vous atteint d'un cœur fort et serein. Quant à ma confiance personnelle vous savez qu'elle vous est acquise tout entière.

Veillez, Monsieur le ministre, agréer mes salutations bien affectueuses et me rappeler au souvenir de Madame Dinichert si vous estimez devoir lui donner communication du contenu de cette lettre<sup>3</sup>.

---

3. Réponse de Dinichert, cf. N° 167.